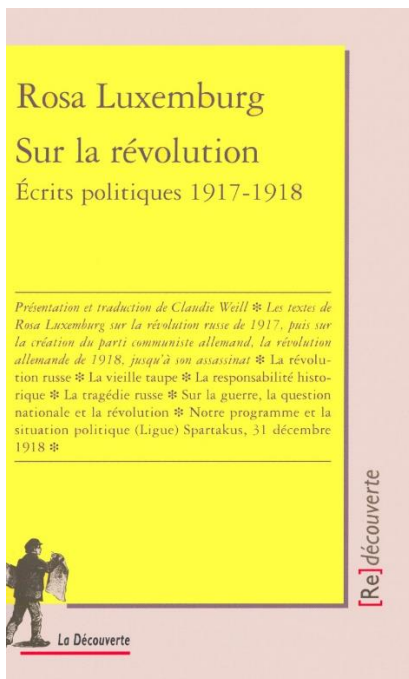
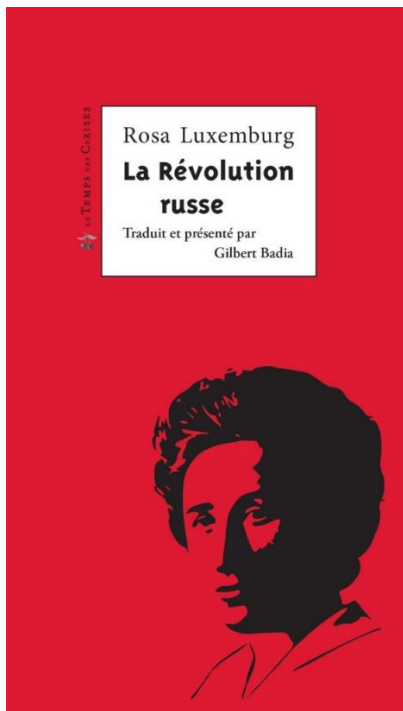


# **Les failles cognitives du mouvement révolutionnaire allemand (Période de 1918 à 1923)**



**Adrien Magnat-Poignant**

**Juillet 2023**



## Contexte

Dans une lettre adressée à son fils et rédigée un premier octobre 1915, Karl Liebknecht décrit la première guerre mondiale comme une vaste machine à brasser de l'argent, brassant par la même des millions d'hommes. Ce dirigeant d'extrême gauche s'est toujours dressé contre une guerre impérialiste qu'il voyait comme un conflit de classe : de grandes puissances capitalistes se dressant les unes contre les autres, broyant en priorité les travailleurs et les opprimés. Son opposition s'est exprimée clairement dans de nombreux discours, comme dans ce discours prononcé dès le 12 juillet 1914 à Condé-sur-l'Escaut en France : « Je suis persuadé que les Français ne veulent pas la guerre ; en Allemagne c'est la même chose. On parle dans les journaux bourgeois de guerre, d'attaque brusque entre l'Allemagne et la France. Cela est faux. Le peuple allemand ne veut pas la guerre ; ceux qui la désirent, ce sont les financiers des deux pays, afin de gagner de l'argent. »<sup>1</sup>.

Au fil des années, les conditions de vie de la population allemande se sont fortement dégradées. L'opposition des Allemands à la poursuite de la guerre s'est généralisée. La fin de ce conflit a donc marqué un tournant décisif dans l'histoire de l'Allemagne. Le pays se trouvait plongé dans une crise profonde, sa population épuisée par les années de conflit, son économie ruinée par la guerre et plus encore par les traités à venir. Le pouvoir politique, abandonné par l'effondrement de l'Empire allemand, laisse un trou béant dans la société allemande, habituée à plus d'un millénaire d'Empire (à l'exception notable des années 1806 à 1871). Il s'en suit une série de tentatives de prise du pouvoir par des forces révolutionnaires. Cette période débute avec la chute du IIe Reich et l'instauration de la République de Weimar en 1918 et qui prend fin lors de ce que l'on appelle l'octobre allemand de 1923.

L'étude aborde dans un premier temps la ligue spartakiste créée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ce mouvement naît dès août 1914 en réponse à la déclaration de guerre. Il a pour objectif de mettre fin à la guerre par la révolution. Si nous devons synthétiser, l'Allemagne est, entre 1918 et 1923, le théâtre de combats acharnés opposant des forces révolutionnaires (Spartakistes) aux forces conservatrices (Freikorps). Il s'agit donc d'analyser les causes et conséquences de ces affrontements, sous le prisme de la culture du combat subversive animant leurs acteurs principaux.

La culture du combat subversive, concept clé de notre analyse, se réfère aux méthodes, idéologiques et stratégiques déployées par les mouvements révolutionnaires (spartakistes) et contre-révolutionnaires (*Freikorps*). L'objectif de la culture subversive du combat, du moins dans notre exemple, est de renverser l'ordre conventionnel établi, et ainsi de perturber le fonctionnement des institutions nouvellement en place. Elle englobe des éléments qui seront analysés plus loin dans l'étude, comme la radicalisation idéologique, l'utilisation de tactiques clandestines et de guérilla, ainsi que l'adoption de méthodes de communication et de propagande visant à mobiliser et galvaniser les foules. Motivée par un fort sentiment de justice sociale, d'inégalité et d'oppression, le mouvement spartakiste a joué un rôle majeur dans notre période complexe et troublée.

---

<sup>1</sup> Retranscription du discours de Karl Liebknecht daté du 12 juillet 1914 à Condé-sur-l'Escaut, retrouvée aux archives nationales de Pierrefitte.

Les Spartakistes représentaient l'aile radicale du mouvement communiste allemand à la suite de leur séparation des sociaux-démocrates. Sous la direction de figures telles que Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Max Hölz, les spartakistes cherchaient à renverser l'ordre établi (principe même de la subversion) en utilisant des tactiques révolutionnaires. Ils étaient non seulement influencés, mais aussi (et ce de plus en plus) assistés par l'idéologie bolchévique, symbolisée par l'Internationale Communiste.

Face aux Spartakistes, les *Freikorps*, composés principalement d'anciens soldats démobilisés à la suite de la défaite de la Première Guerre Mondiale, étaient en immense majorité des groupes paramilitaires conservateurs, opposés par nature aux mouvements révolutionnaires, plus opposés encore lorsqu'ils se mirent à travailler pour les bourgeois, inquiétés par la fièvre communiste d'une partie du pays. Ils représentaient une forme de contre-révolution, plus efficace que l'appareil d'état. Chargés d'étouffer les tentatives révolutionnaires, les *Freikorps* apparaissent comme le symbole d'une répression violente (contre les révoltes ouvrières, mais aussi contre le pouvoir en place), portés par des figures telles que Hermann Ehrhardt ou Gerhard Roßbach.

Pour mieux comprendre cette période et les méthodes utilisées, s'il est important de noter qu'une bibliographie plus complète se trouve en fin de mémoire, il semble tout aussi crucial de citer la source majeure de cette étude, l'ouvrage de Chris Harman sur la révolution allemande. Chris Harman est un militant et écrivain britannique. Si son ouvrage se veut précis sur le plan historique, il précise bien à son lecteur qu'il « écrit à partir d'une position de sympathie pour ceux qui ont combattu avec l'énergie du désespoir pour faire gagner la révolution allemande ».<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Harman (C.), *La révolution allemande : 1918 – 1923*, La Fabrique éditions, 2015, p27.

## Plan

I.	Prémices de la révolution : 1914 – 1918.....	6
A.	L'Allemagne de 1914 : contexte politique et social .....	6
B.	Vent séditieux en temps de guerre : la Révolution de novembre 1918.....	6
C.	Echiquier politique sous la République de Weimar – la scission de l'armée impériale ..	8
II.	Tentatives révolutionnaires de 1919 : le mouvement spartakiste.....	9
A.	La ligue Spartakiste : figures principales, objectifs, mode de pensée, méthodologie. ...	9
B.	Le piège de janvier 1919 et ses conséquences catastrophiques pour le parti nouveau-né	10
C.	L'Internationale Communiste, ses liens avec le KPD et ses méthodes.....	12
III.	Actions des <i>Freikorps</i> : leur impact sur la société et la vie politique allemande, de leur naissance au putsch de Kapp (1918 – 1920) .....	13
A.	Les différences de culture du combat subversive entre Spartakistes et <i>Freikorps</i> – les premiers signes d'un morcellement de la gauche .....	14
B.	Le putsch de Kapp – mars 1920.....	14
IV.	Tentatives d'unification de la gauche : d'un idéal de gouvernement ouvrier au « fiasco gauchiste de l'action de mars » (1920 – 1921).....	15
A.	Une occasion ratée pour le KPD, et la naissance de ses « armées rouges ».....	16
B.	Tentatives de constitution d'un « gouvernement ouvrier » – reprise du pouvoir par le SPD	17
C.	Gauche communiste et gauche indépendante en mutations.....	18
D.	Lettre ouverte du VKPD : réaction du Komintern et fiasco de l'action de mars.....	18
V.	Les conséquences de ces défaites (1922) .....	19
A.	Le VKPD dans la tourmente – la responsabilité du Komintern .....	19
B.	La tactique du « front unique » face à la bourgeoisie.....	21
VI.	La grave crise économique, politique et sociale, de l'invasion de la Ruhr au Putsch de la Brasserie (1923).....	22
A.	Une grave crise économique et sociale : raisons et conséquences de l'hyperinflation	22
B.	La réaction nationaliste – un KPD essoufflé .....	24
C.	L'octobre allemand : la débâcle communiste.....	24
D.	Le putsch de la Brasserie – causes et conséquences de l'octobre allemand .....	26
	Conclusion .....	28

## I. Prémices de la révolution : 1914 – 1918

Avant la première guerre mondiale, seul un parti se démarque du lot et vient contester l'hégémonie de Guillaume II : le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (Parti Social-Démocrate allemand, ou SPD). Il faut noter que le SPD reste marginal à l'époque, mais il coalise déjà une partie du monde des ouvriers et des travailleurs allemands (avec près d'un million de membres). La mise à l'écart constante de la vie politique jusqu'en 1914 agaça le parti, ce qui le conforta dans ses principes marxistes.

### A. L'Allemagne de 1914 : contexte politique et social

A l'aube de la Première Guerre Mondiale, l'Allemagne est un pays fracturé entre deux pôles : un pôle capitaliste, représenté par les membres de la haute, les bourgeois et aristocrates fonciers, tenant les rênes d'une politique réactionnaire et conservatrice ; le mouvement des travailleurs et ouvriers, alors porté par les sociaux-démocrates, représentant un peuple qui, s'il vit de façon stable depuis quelques dizaines d'années, aspire à plus d'égalité. Le SPD à l'époque n'exhorte pas les travailleurs et ouvriers à la révolution, et n'organise que des grèves (relativement) timides, sans impact grandiose sur le pays. Si le parti semble révolutionnaire, il se rapprocherait de ce que l'on appelle aujourd'hui une gauche réformatrice, persuadé que le « progrès social doit se faire via la participation aux institutions de l'Etat Bourgeois ».

L'Allemagne en 1914 est déjà considérée comme un pays industriel florissant : il s'agit à l'époque de la seconde puissance industrielle mondiale. Pourtant, comme nous le montre Chris Harman, le pays serait, selon les standards d'aujourd'hui, considéré comme « arriéré » : un tiers de la population vit toujours à la campagne, et la plus grande usine allemande de l'époque (les chantiers de la Leuna) n'a été construite qu'en 1916. Pour autant, il reste intéressant de noter que des changements drastiques d'industrialisation s'étaient produits à l'époque, sans pour autant que la structure allemande ne soit remise en cause. L'objectif suivant du capitalisme allemand était de rivaliser avec l'empire français mais surtout l'empire britannique, puissances coloniales colossales face à une Allemagne plus timide en termes d'expansion extra territoriale. Ces frictions entre empires coloniaux, l'Allemagne y participait bien moins que l'empire Ottoman sur le déclin, les empires britanniques et français, ou même la Russie tsariste. Pourtant, la stabilité apparente du modèle mondiale explose en même temps que la stabilité durement acquise d'une Allemagne qui semblait solide sur ses appuis. Avec le lancement de la Première Guerre Mondiale, les cartes sont rebattues, tout comme va l'être le contexte politique du pays avec la fin de la guerre.

### B. Vent séditieux en temps de guerre : la Révolution de novembre 1918

Le 25 juillet 1914, le SPD se prononce contre la guerre : « Pas une goutte du sang d'un seul soldat allemand ne doit être sacrifiée à la soif de pouvoir des dirigeants autrichiens, aux intérêts des profits impérialistes ». Seulement dix jours après, changement de direction du parti : le vice-président du parti, Hugo Haase, annonce que les sociaux-démocrates voteront les crédits de guerre, alors même qu'il y était précédemment opposé. Cette décision fait frémir de nombreux membres du parti, notamment Karl Liebknecht, qui vote contre l'attribution de ces crédits en novembre. Une opposition intra SPD se fait ressentir, ce qui est d'autant plus marquant que Liebknecht est le fils de Wilhelm Liebknecht, cofondateur du SPD. Une

ambiance de sédition et de menaces pèse sur le parti ; beaucoup, en défaveur de la guerre, ne l'annoncent pas, gagnés par l'hystérie collective, bientôt persuadés d'avoir été infiltrés. De grandes figures se dressent vivement contre la guerre : Rosa Luxemburg, Liebknecht, ainsi que Clara Zetkin. Ils tentent, en vain, de faire changer les esprits. Il y aura la guerre, avec l'aval du parti Social-Démocrate. Le vote de ces crédits sociaux ne manquera pas, la guerre une fois perdue, de décrédibiliser une gauche pourtant supposée être proche du peuple, qui aura laissé les enfants de l'Allemagne se rendre à la boucherie.

Passons rapidement sur le désastre social évident que représente la Première Guerre Mondiale pour nous attarder un instant sur le sinistre économique qu'elle a représenté. L'économie se lançait à plein dans la machine de guerre, une industrialisation précipitée d'une Allemagne qui était jusqu'alors à un tiers paysanne. Les rationnements affectent lourdement la population. L'hiver 1916-1917, le *Steckrübenwinter*, traduit « l'hiver des navets » (littéralement « l'hiver des rutabagas »), est un coup terrible au moral de toute la population. Une famine telle que les Allemands ne se nourrissent que de navets suite au blocus maritime britannique en mer du Nord. La bureaucratie à l'époque n'arrange rien : les politiques de rationnement et de distribution sont inefficaces et lentes, en plus d'un manque de main d'œuvre et de transports. Le ressentiment de la population allemande à l'égard de ses dirigeants envahit les cœurs, toujours larvée, mais prête à éclore. Pour le reste de la guerre, la faim est la seule chose qui habite les esprits, notamment des femmes, nouvelles ouvrières puisque les hommes sont au front (plus de 4 millions de femmes travailleuses en 1916).

La révolution russe gagne la Russie tsariste en novembre 1917, ce qui fait perdre à l'Allemagne l'un de ses plus gros alliés. Elle tente (sans réussite) de grappiller du terrain sur le territoire russe, souhaitant en faire des protectorats. Les bolchéviks, pendant ce temps, impriment par milliers des tracts, *Die Fackel* (La Torche), destiné aux soldats allemands. La propagande bolchévique commence, et gagne des esprits déjà révolutionnaires. Karl Liebknecht, en cellule, ne cesse de maudire l'Allemagne ; un vent d'Est amène la révolte, montre qu'une révolution antimonarchique est possible. Pour cela, des grèves se mettent en place : les grèves de janvier 1918 rallient plus de 400.000 hommes le premier jour, un nombre qui s'éleva de 100.000 têtes de plus le jour suivant. Les autorités et le pouvoir en place dispersent avec de plus en plus de violence les grèves, tournant le vent d'une révolte légitime en un vent aigre de sédition dans le cœur d'une grande partie de la masse ouvrière. Les sociaux-démocrates, dans leur volonté de modérer les affrontements, poussent à la négociation et au réformisme. Les travailleurs se reconnaissent de moins en moins dans le SPD, trop diplomate, pas assez offensif, une impression que Trotsky définit l'attitude des sociaux-démocrates de Vienne comme une « passivité expectative », applicable au SPD allemand selon Harman.

La gauche révolutionnaire restait minoritaire, bien que croissante. Le SPD ne sème à cet instant que les graines de ses défaites futures, et l'absence d'organisation des révolutionnaires (notamment de la ligue spartakiste, membres de l'USPD, une faction indépendante et dissidente du SPD fondée en 1917). Le temps passant, 1918 voit de plus en plus de jeunes soldats contre la guerre rejoindre malgré eux, et les rumeurs colportent que l'armistice est débattu, ce qui réduit à néant toute envie belliciste qui pourrait habiter les cœurs allemands. Pour calmer une situation de plus en plus tendue, Liebknecht est libéré le 23 octobre. Ce qui n'empêche nullement les marins, effrayés à l'idée d'une mort certaine contre les Britanniques, de faire sécession, déclenchant les mutineries de Kiel le 6 novembre 1918. Seulement trois jours plus tard, le 9 novembre, la révolte gagne Berlin, les appels à la

grève générale paralysant déjà le pays. Le Kaiser Guillaume II fuit, forçant le 11 novembre l'état-major allemand à signer l'armistice.

### C. Echiquier politique sous la République de Weimar – la scission de l'armée impériale

Pour donner suite à la révolution de novembre 1918, qui a fait tomber l'empire au profit de la République de Weimar, une grande partie du SPD se partage certains postes clés du pouvoir. Les chefs de l'USPD, notamment Haale, laissent une grande marge au SPD, qui forment un « Conseil des commissaires du peuple », composé de personnes opposés au processus révolutionnaire. Liebknecht, à qui un siège à ce conseil avait été proposé, refuse : tenu en majorité par le SPD, il sait d'avance qu'il ne servirait que de faire valoir auprès de la gauche révolutionnaire. Il lui apparaît pourtant complexe de faire entendre sa voix mécontente, face à des responsables et un peuple encore rassurés par la fin de la guerre, peut être aussi exaltés par l'instauration du nouveau régime. Les sociaux-démocrates prennent la majorité jusqu'au gouvernement, ce qui ligote toute opposition : « au Congrès des Conseils, les quatre cinquièmes des délégués sont contrôlés par le SPD. [...] Le Congrès avance les élections à la constituante au 19 janvier, et donne les pleins pouvoirs au gouvernement Ebert-Scheidemann ».

En réponse à une guerre bien trop fraîche dans leurs esprits, de nombreux symboles militaires sont déchirés, l'armée se disloque suite à la défaite, mais dans les esprits de tous plane encore la fin de la guerre et la fin de l'empire. Le traité de Versailles n'est pas encore venu donner un coup au peuple allemand, ce qui laisse le loisir aux sociaux-démocrates de remodeler gouvernement et conseils d'ouvriers, s'arrogeant du même coup le mérite du vent révolutionnaire qui a gagné l'Allemagne peu de temps auparavant. Cette situation leur permet par exemple d'aborder la question de la Bavière, aux ambitions séparatistes. Les indépendants de l'USPD parviennent aussi à soutirer leur part du gâteau, persuadant du même coup le SPD que leurs adversaires gagnent en influence alors même qu'ils sont encore placés confortablement, à commencer par le gouvernement. Dans cette période troublée, une forme de république des conseils naît quelques temps : des conseils se dressent partout dans le pays, menés par des hommes levés par le peuple, l'armée ou bien les travailleurs, et dirigent, comme autant de microcosmes qui tentent de se greffer ensuite à l'intérêt général allemand. Les dirigeants du SPD mettent un terme très rapidement à l'influence de ces conseils, qui sont réduits au rang « d'auxiliaires consultatifs ».

Il apparaît pourtant que les seules forces politiques en pouvoir ne sont pas la gauche « stable » (SPD) et la gauche indépendante (USPD). Et c'est de l'armée, fraîchement sans travail, que vient le contre-pouvoir. Les corps armés de l'ancienne armée impériale, qui travaillaient jusqu'alors pour les bourgeois et aristocrates allemands, ne pouvaient s'adapter aussi vite au changement que les travailleurs et les ouvriers. Ces corps armés, et plus particulièrement du corps des officiers, qui dès l'abolition du II<sup>e</sup> Reich se scindent en deux groupes comme le montre Jacques Benoist-Mechin<sup>3</sup> : d'un côté les « modérés », hésitant à heurter de front le gouvernement républicain, préférant temporiser, cherchant à éluder un conflit dont l'issue risquerait d'anéantir ce qui subsiste de leur autorité, mesurant à sa juste valeur la profondeur des remous qui agitent le pays ; de l'autre, les *ultras*, turbulents, partisans de la manière forte, pressés d'en finir par une action d'éclat qui portera le coup de grâce à la République et nullement conscients de l'ampleur des transformations subies par l'Allemagne depuis l'écroulement de l'Empire ».

---

<sup>3</sup>Benoist-Mechin, J. *Histoire de l'armée allemande 1918 – 1937* (tome 1).



Le traité de Versailles du 28 juin 1919 établit de nombreuses mesures pour réduire la puissance militaire allemande, ce qui consiste notamment en la création de la *Reichswehr* (Défense du Reich), dont les effectifs sont par la suite limités à 100.000 hommes (plus de 300.000, dont 40.000 officiers, fin 1918). Cela va entraîner des scissions plus fortes encore au sein des corps armés, qui aboutiront sur la création des *Freikorps*, déjà bouleversés par la chute du régime impérial, et dont la seule utilité à l'aube de la République de Weimar avait été de « chasser les rouges ».

## II. Tentatives révolutionnaires de 1919 : le mouvement spartakiste

Au sein du mouvement ouvrier allemand, de nombreux acteurs s'élevaient, conscients des incapacités du SPD à s'imposer pendant toute la première quinzaine des années 1900. Si Rosa Luxemburg en fut une figure de proue, elle ne pouvait que rêver d'un soulèvement de la masse populaire, seul espoir selon elle de briser le statu quo imposé à une gauche ralentie dirigée par le SPD. Elle n'est pas la seule à le remarquer, mais est l'une de celles qui le dit le plus fort et avec le plus de véhémence : la gauche, face à un SPD traditionnellement mou et un USPD phagocyté au gouvernement, manque d'un parti révolutionnaire.

### A. La ligue Spartakiste : figures principales, objectifs, mode de pensée, méthodologie.

A la suite de l'échec de la formation de conseils ouvriers, pourtant fortement encouragés par tous les Spartakistes, comme le montre Julius Braunthal en 1967 dans son *History of the International, 1864 – 1914*, avec la création du Conseil central des Travailleurs et des Soldats de Berlin, la ligue accélère le rythme. Poussés notamment par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, le *Spartakusbund* se réunit alors, et forme lors d'un congrès du 28 décembre 1918 au 1<sup>er</sup> janvier 1919 le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD, ou Parti Communiste d'Allemagne). Luxemburg, dès la création du parti, insiste sur le stade primitif de la démarche, et par conséquent sur certaines tactiques. Selon elle, il ne suffit pas de renverser la tête, comme l'a fait la révolution de 1918 avec le IIe Reich, pour changer profondément les choses ; c'est « vers le bas [de la pyramide] »<sup>4</sup> qu'il faut se concentrer.

Lors de ce discours, Luxemburg se place définitivement comme l'une des actrices majeures du communisme allemand, établissant la ligne que le parti devrait suivre, ainsi que ses cibles et points d'attaque au sein même du monde ouvrier. Une vision d'autant plus réaliste que le KPD, s'il peut bénéficier de la masse ouvrière, est intrinsèquement opposé à tous les corps armés du pays, qu'il s'agisse de la *Reichswehr*, directement aux ordres de la République de Weimar, ou de l'ancienne armée impériale, hautement impérialiste et / ou nationaliste, engagée pour « chasser du rouge ». L'angle principal par lequel le communisme allemand devrait, en toute logique, cibler le « bas de la pyramide » : les travailleurs et les ouvriers. Ainsi naquit le programme du parti : « La ligue Spartakiste ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes de l'ensemble de l'Allemagne ». L'occasion enfin pour le KPD d'identifier clairement ses ennemis : Luxemburg ajoute que « l'Assemblée nationale est une forteresse contre-révolutionnaire

---

<sup>4</sup> Rosa Luxemburg, « Discours au congrès de fondation du KPD », Œuvres II, Maspero (Paris, 1971), pp.124-125

érigée contre le prolétariat révolutionnaire. Notre tâche est de prendre d'assaut cette forteresse et de la raser jusqu'au sol »<sup>5</sup>.

Les modes principaux d'actions des Spartakistes, outre la diffusion de leur propagande révolutionnaire au travers de journaux et de tracts comme le *Die Rote Fahne* que nous avons déjà cité, les deux axes d'attaque majeurs sont les appels à la grève et aux manifestations, et les tentatives d'insurrection armées. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, portés par la réussite du congrès, s'enflamment : pas de temps à perdre, les grèves générales sont préparées, et plus encore, une tentative d'insurrection armée est sur le point de voir le jour, seulement deux semaines après la naissance du parti communiste allemand. Leo Jogiches, ami de longue date de Rosa Luxemburg, voyait pourtant « dans les décisions du congrès la preuve qu'il avait été convoqué prématurément, de façon isolée des masses qui faisaient encore confiance aux Indépendants. Il était profondément pessimiste quant à l'avenir, malgré les luttes qui s'intensifiaient au dehors. »<sup>6</sup>.

## B. Le piège de janvier 1919 et ses conséquences catastrophiques pour le parti nouveau-né

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht n'étaient pas les seuls à impulser une dynamique révolutionnaire. Max Hölz, un membre du KPD, anciennement membre de l'USPD, symbolisait une forme de méthodologie particulière au sein de cette mouvance. Alors que les modes d'action des Spartakistes s'axaient beaucoup autour de l'exercice militant et ouvrier, de la simple propagande à la grève générale, Hölz était, comme l'appelle Nicolas Offenstadt dans une intervention sur France Inter, un « chef de guerre rouge », terrorisant les possédants (aristocrates comme bourgeois), entouré d'une masse ouvrière qui croyait en lui. Agitateur chevronné, il organise une marche de chômeurs pour prendre d'assaut la mairie de Falkenstein et en séquestrer le maire pour gagner des acquis sociaux. Plus encore, il arme travailleurs, chômeurs et ouvriers, pour les préparer non seulement à se défendre, mais aussi à attaquer. Si l'insurrection de janvier 1919 est un cas à part, Max Hölz représente quant à lui la suite de ces insurrections. Personnage intéressant, nous reviendrons rapidement sur lui, puisqu'il rejoindra par la suite l'URSS de Joseph Staline.

Revenons sur les deux figures phares du Spartakisme, Liebknecht et Luxemburg. Forts de la croissance exponentielle de la gauche révolutionnaire, les chefs du nouvellement créé KPD organisent une opération coup de poing majeure, embrasée par l'éviction du préfet Emil Eichhorn (USPD) parce qu'il avait refusé lors du « Noël sanglant » de réprimer les marins en grève. Son éviction, organisée par le SPD le 4 janvier, met le feu aux poudres : manifestations de masse et grèves générales démarrent, certains sièges de journaux sont occupés, notamment le siège du *Vorwärts*, l'un des outils majeurs de propagande écrite du SPD, qui « publiait des articles hostiles aux 'spartakistes sanglants et dictatoriaux' ». L'USPD et le KPD se saisissent de l'occasion, et appellent à la grève générale à Berlin. Un KPD cependant divisé : Luxemburg souhaite simplement revendiquer le maintien de Eichhorn en tant que préfet, tandis que Liebknecht souhaite renverser le gouvernement.

Le temps de déclarer le « gouvernement révolutionnaire provisoire » à Berlin le 8 janvier, les forces se sont déjà en partie démobilisées. Le piège se referme sur les Spartakistes : le social-démocrate Gustav Noske venait d'accepter « volontiers » le poste de ministre de la Défense, afin d'y exercer le rôle qui lui donna son surnom : *Der Bluthund*, le chien sanglant (littéralement le bourreau).

---

<sup>5</sup> *Die Rote Fahne*, 23 décembre 1918.

<sup>6</sup> Harman, p.87.

Le 4 janvier, jour de l'éviction de Eichhorn, Noske, qui s'était chargé des mutineries de Kiel durant la révolution de 1918, avait cette fois un coup d'avance : les *Freikorps* qu'il avait engagé étaient déjà nombreux à Berlin. Le Président Ebert avait ordonné à Noske de lancer ces troupes contre les Spartakistes. Le corps de volontaires se rassembla le 29 et tout était prêt pour les hostilités<sup>7</sup>. Depuis des jours, Noske se préparait et avait engagé les *Freikorps*, ces mêmes corps paramilitaires dont le travail était devenu, depuis l'armistice, de « traquer du rouge ». Pire encore, « le groupe le plus expérimenté d'activistes ouvriers de Berlin, les *Délégués Révolutionnaires*, devait rejoindre le parti, mais les discussions [...] avaient buté sur des difficultés »<sup>8</sup>. Liebknecht se rendit compte, trop tard, que le KPD était déjà engagé dans une guerre, avec des effectifs terriblement réduits : entre les complications politiques, la démobilisation globale suite aux tergiversations au sein du KPD, et la présence des *Freikorps* en très grand nombre, il devint évident que les Spartakistes avaient été pris au piège. La vindicte populaire avait été préparée à l'avance, anticipée, tout comme la présence des Corps Francs à l'intérieur et autour de Berlin.

Déclenchant la vindicte populaire de façon intentionnelle en évinçant Eichhorn, et profitant des dissensions internes au KPD (tout nouvellement créé, rappelons-le), Noske referma ses dents sur les forces révolutionnaires. Un combat à mort contre les forces révolutionnaires, que le bourreau disait « haïr comme la peste ». Les forces impérialistes, essentiellement d'extrême droite, ne firent aucun cadeau à la révolte. Du 6 au 13 janvier 1919 eut lieu la Semaine sanglante ; les *Freikorps* furent lâchés partout dans le pays, faisant des milliers de morts parmi les ouvriers révoltés. Les conseils ouvriers de la révolution de novembre, jusqu'alors relégués au rang de simples « auxiliaires consultatifs », sont dissouts. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont capturés par les Corps Francs et exécutés le 15 janvier.

Si des forces éparses, comme Max Hölz, parviennent à maintenir le chaos contre un SPD subitement passé à l'offensive, la perte des deux leaders du parti communiste (ainsi que la répression par le meurtre de plusieurs milliers d'ouvriers) ralentit violemment les volontés révolutionnaires. Le « gouvernement révolutionnaire provisoire » aura été balayé aussi vite qu'il était apparu.

Mais le vent ne s'éteint toutefois pas complètement : des forces révolutionnaires agissent pendant tout le printemps 1919, notamment en Bavière, où la « République des conseils de Bavière » est créée le 7 avril 1919, pulvérisée par les corps francs moins d'un mois plus tard. Partout en Allemagne, c'est la débâcle, et les conseils sont éteints les uns après les autres, non sans violence. Tellement persuadés de saisir une occasion, le KPD en a oublié de s'assurer que la subversion des masses était accomplie, résultant en une perte monumentale de force de frappe. Il n'apparaissait plus comme le contrepoids à l'ordre établi, mais simplement comme une force incohérente. Le grand échec de cette tentative révolutionnaire de janvier 1919 est en effet de ne pas avoir pris en compte la frilosité de nombreux ouvriers encore ralliés derrière l'USPD, d'être tombé dans un piège béant, mais plus encore de ne pas avoir pris en compte cette phrase, reprise par Harman, de Engels : « la défensive est la mort de toute insurrection armée »<sup>9</sup>.

« Un soulèvement ne peut réussir que si les masses sentent qu'elles ont une chance de gagner. Elles ne sont pas des formations militaires entraînées à maintenir leurs positions aussi bien en retraite qu'à l'offensive. Ce sont des hommes et des femmes qui vont tout donner s'ils croient qu'ils peuvent atteindre la libération, mais qui battront rapidement en retraite et

---

<sup>7</sup> P. Frölich, *Rosa Luxemburg*, (Berlin, 1990), p.357.

<sup>8</sup> Harman, p.98.

<sup>9</sup> F. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, chap. XVII.

retourneront à leurs vies normales, à l'usine, dans leur taudis ou au bistrot s'ils sentent que l'objectif a été abandonné »<sup>10</sup>. Cette longue citation synthétise tout l'échec de cette révolte : face aux *Freikorps* surentraînés, la vindicte populaire ne peut être victorieuse que par le nombre et avec la certitude de gagner, pas phagocytée par des discussions incessantes. La grande force du KPD, nous l'avons vu plus tôt, est dans sa méthode : le soulèvement, les grèves générales, les insurrections. Mais cela a un coût en termes d'organisation. À la suite de cette débâcle, le KPD n'aura de cesse, poussé par l'Internationale Communiste, d'apprendre à organiser les foules, ce qui est absolument majeur, surtout face à un pouvoir fort, répressif, et coordonné, comme l'a pu être le SPD de Gustav Noske.

Les *Freikorps*, appelés par le SPD, ont attaqué leur ennemi par surprise. Le KPD a été poussé à la faute avec l'éviction programmée de Eichhorn, et a été discrédité sur ses propres points forts : sa capacité à lever des foules et à mener une insurrection ; parallèlement, ses points faibles (dissensions internes, partie de la masse ouvrière pas encore ralliée à la cause du KPD vu que le parti était naissant) ont été ciblés. La faille la plus accessible de l'adversaire a été identifiée comme étant leurs figures de proues, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht : obligés de se placer au cœur des affrontements et à la tête du gouvernement provisoire, à la fois pour faire valoir leurs capacités à haranguer les foules et pour encourager *ad personam* ; les forcer dans un traquenard pour ensuite les éliminer semble être une alliance habile de guerre cognitive et de guerre sur le terrain.

### C. L'Internationale Communiste, ses liens avec le KPD et ses méthodes

L'idéologie bolchévique est bien entendu présente au sein même des idées partakistes et du KPD : les deux mouvements portent une critique du capitalisme, porteuse d'une lutte des classes aspirant à une république des conseils. C'est surtout dans la méthodologie que les mouvements peuvent différer. Commençons à citer l'Internationale Communiste, organisation née sous l'impulsion de Lénine le 2 mars 1919 et visant à regrouper les partis communistes du monde entier. Alignant sa mouvance communiste sur l'URSS, l'allié principal de cette organisation n'est autre que le KPD, puisque l'un des partis communistes les plus actifs de l'entre-deux-guerres. Plus encore, un pays en phase de reconstruction, dont la révolte de 1918 s'inspirait des révolutions russes de l'année précédente, chassant du même coup un pouvoir impérialiste pour mettre en place un régime socialiste ; l'Allemagne est à la fois l'allié potentiel le plus prometteur du Komintern et le meilleur théâtre de test possible pour l'organisation fraîchement créée.

Pour revenir au Komintern et à ses liens stricts avec le KPD, il semble intéressant de noter que nombre de ces points de repères ont été enseignés à certains membres du KPD (Richard Krebs<sup>11</sup> en est un bon exemple), de même que nous avons des traces de nombreuses aides apportées par l'Internationale Communiste au KPD, notamment en matière de tactique et de stratégie. Cependant, il faut pareillement noter que l'objectif du Komintern était plus global (puisqu'international). Le Komintern préconisait ainsi aux forces communistes internationales de soutenir autant que possible les mouvements de libérations coloniales (symboles de l'oppression capitaliste), ce qui ne touchait qu'assez peu l'Allemagne, en net retard par rapport aux forces françaises et britanniques en matière de colonies. En revanche,

---

<sup>10</sup> Harman, pp.111-112.

<sup>11</sup> Jan Valtin, de son vrai nom Richard Julius Hermann Krebs, un militant du KPD ayant agi au sein même du Komintern. Il est l'un des rares à nous avoir laissé un relevé détaillant les techniques qui ont façonné ce militantisme dans son ouvrage *Sans patrie, ni frontières*.

la 3<sup>e</sup> Internationale conseilla également à de nombreux membres du KPD de former des alliances avec d'autres forces de gauche, ce qui a subitement été inversé lors du passage au pouvoir de Staline, le KPD étant ensuite interdit formellement de se lier avec un SPD, qui de toute façon avait bien trop trahi le parti communiste pour être encore digne de confiance. En résumé, l'idéologie bolchévique a bien évidemment exercé une influence majeure et incontestable sur le Spartakisme et le KPD, que cela se transcrive dans des objectifs ou bien des approches similaires. Cependant, tandis que le KPD était parfois plus radical et enclin à l'insurrection armée, l'Internationale Communiste a plusieurs fois tenté de mettre un frein au KPD lors de ses passages à l'offensive, Lénine lui-même ayant critiqué à plusieurs reprises le bellicisme et l'offensivité de certains membres du KPD. Les objectifs du KPD finiront d'ailleurs par se lisser dès 1922, s'adaptant aux requêtes de l'Internationale Communiste, qui, pendant ses 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès ont défini la marche à suivre pour les régimes communistes internationaux.

Il semble également intéressant de noter, si ce sera précisé et développé plus tard, que le Komintern va mettre beaucoup d'efforts en œuvre, à la fois financiers et humains, pour organiser une chasse aux fascistes au cœur même de Berlin, rendant difficiles les premiers pas du régime nazi et permettant un renversement du rapport de force sur une courte période (rapport de force qui sera à nouveau renversé lorsque la traque aux rouges explosera sous le national-socialisme).

### III. Actions des *Freikorps* : leur impact sur la société et la vie politique allemande, de leur naissance au putsch de Kapp (1918 – 1920)

Jacques BENOIST-MECHIN a dressé un portrait particulièrement fidèle des *Freikorps* et de la société civile allemande dans son ouvrage *Histoire de l'armée allemande 1918-1937* (tome 1). Il semble important de noter que BENOIST-MECHIN fut un ultra de la collaboration au sein du régime de Vichy. Néanmoins connu pour ses travaux d'historien excellent, le général de Gaulle fera réimprimer et commander une centaine d'exemplaires de l'ouvrage précédemment cité pour la formation des officiers d'état-major de l'Ecole de Guerre, jugeant l'ouvrage indispensable. Dans cet ouvrage, il développe l'un des plus grands cas de dissimulation informationnelle dans une société civile. A la suite du traité de Versailles, la Reichswehr est créée, bridant à 100.000 hommes la masse militaire autorisée pour la « défense de l'Allemagne ».

Pour autant, les régiments comme l'armée étaient partie intégrante de la société civile, et la République de Weimar, tout comme les officiers, met en place divers subterfuges pour outrepasser le traité de Versailles. Le premier que BENOIST-MECHIN présente consiste à conserver la mémoire de l'armée impériale, utilisant chaque drapeau et symbole de régiments dans diverses institutions localisées de la société civile, ce qui pérennise largement l'image de l'armée impériale au sein de chaque esprit. L'historien décrit également les accords entre l'Union Soviétique et l'Allemagne qui ont suivi, permettant malgré le traité de Versailles au pays de tester diverses armes et de développer des savoirs faire. Tout ceci pointe en réalité un coupable très vague : la société civile toute entière est impliquée, il s'agit d'une dissimulation informationnelle à très grande échelle, que même les ambassadeurs du traité de Versailles n'ont pas su repérer. Plus encore, cela montre bien la connivence dont a fait preuve

la République de Weimar, une complicité collective à laquelle nous pouvons trouver de multiples raisons.

#### A. Les différences de culture du combat subversive entre Spartakistes et *Freikorps* – les premiers signes d'un morcellement de la gauche

Les *Freikorps* et les Spartakistes se mènent une guerre sans vergogne, particulièrement depuis la mauvaise surprise du janvier sanglant pour les révolutionnaires. Les camps se savent ennemis, et rien ne change dans la culture du combat subversive des Spartakistes contre les *Freikorps* : les corps francs agissent essentiellement en réaction, l'essentiel de la planification à ce stade est encore à attribuer au pouvoir en place. Les Spartakistes, à l'inverse, suite aux violences infligées par les *Freikorps*, ont le champ libre pour établir un rapport du faible au fort qui leur soit favorable. Pourtant, le KPD ne profitera pas de cette occasion, ne jouera pas la corde victimaire, par crainte sans doute de perdre une partie de l'électorat ouvrier qui répond à des chefs charismatiques et non à un camp qui se dit perdu d'avance pour attirer la pitié. Il s'agit là d'un échec : au vu de la violence dont feront preuve ces milices paramilitaires d'extrême droite, les décrédibiliser au maximum auprès de la population, notamment en appuyant les boucheries et attentats auxquels ils ont participé, aurait pu être un excellent moyen de réduire l'influence du parti qu'ils seront nombreux à rejoindre par la suite.

Le morcellement de la gauche a de toute évidence affecté durablement le KPD : le SPD ne mérite plus que haine depuis ses exactions à l'égard de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, l'USPD ne s'étant pas rallié aurait peut-être coûté la victoire également. Pourtant, bientôt, le Komintern demandera aux partis de gauche de se rallier, ce qui posera de sérieux problèmes : aux yeux du KPD, le SPD est un camp de traîtres, purement et simplement ; pour la mort des chefs spartakistes, certes, mais tout autant pour leur connivence à l'égard de la société civile qui se nimbe de la mémoire de l'armée impériale. Tout autant pour leur incapacité à mettre un stop aux corps francs, dont les exactions vont accélérer une partie du traité de Versailles, et probablement aussi l'invasion française de la Ruhr. Le SPD tout comme la république de Weimar sont vus comme les forces politiques du parti pris et de la mollesse. Pour les *Freikorps*, il n'est même plus nécessaire d'agir : les partis se déchirent entre eux.

#### B. Le putsch de Kapp – mars 1920

De nombreux *Freikorps* s'animent, à commencer par la brigade Ehrhardt, menée par Hermann Ehrhardt, l'un des *ultras* nés de la scission de l'armée impériale. Le corps franc de Rossbach, dissout le 12 décembre 1919, est depuis financé par des forces qui bientôt auront besoin de sa présence militaire. Appelé par le général Paul von Lettow-Vorbeck, Rossbach rejoint d'autres *Freikorps*. Le coup d'état militaire est lancé par plusieurs généraux et portent Wolfgang Kapp, l'un des dirigeants de l'Union Nationale avec Ludendorff (un autre des *ultras*). Comme de nombreux autres généraux, il estime que l'armistice de 1918, et *a fortiori* l'abandon du gouvernement face au traité de Versailles, est un « coup de poignard dans le dos ». Cette théorie du *Dolchstoßlegende*, très présente au sein des officiers, s'infiltrait déjà peu à peu dans la société allemande, tenant pour responsables les juifs et les milieux de gauche pour la défaite de 1918 et développé tout autant par des *modérés* (Hindenburg) que des *ultras* (Ludendorff).



Il est cependant à noter que parmi ces deux figures, le mythe du « coup de poignard dans le dos » n'est qu'un moyen d'excuser l'échec du front de l'Ouest.

« Berlin avait été arrachée au gouvernement social-démocrate par ces mêmes militaires que les sociaux-démocrates avaient promus l'année précédente : Ehrhardt, à qui ils avaient confié la tâche de lutter contre la Révolution russe ; Lüttwitz, qui avait dirigé la répression contre les travailleurs de Berlin en janvier et mars 1919 ; Pabst, qui avait joué un rôle d'organisateur dans l'assassinat de Rosa Luxemburg ; et Oven, qui avait commandé les *Freikorps* dans l'écrasement de la Bavière soviétique »<sup>12</sup>

Noske, intimement convaincu jusqu'au dernier instant de la bonne foi des corps francs, tombe de haut. Le camouflet est terrible pour le SPD : ils étaient trahis par cet organe militaire-là même qui leur avait permis de mater les révolutions de 1919. Plus encore, la haine que vouent de nombreux membres du KPD à l'égard de Noske, organisateur de l'assassinat des chefs spartakistes, les rendrait presque frileux à l'idée de combattre les *Freikorps*. Pire encore, l'un des membres principaux du KPD, Paul Lévi, est emprisonné, et le parti appelle les travailleurs à ne rien faire pour sauver la République. Une telle position est suicidaire pour l'image à venir du KPD : bloqués dans leur haine de la république, notamment du gouvernement Noske et Ebert, le parti communiste allemand ne sera pas l'auteur direct du mouvement de réponse. Cela lui sera reproché plus tard, le mouvement n'ayant pas été réactif pour défendre la société du coup d'Etat d'extrême droite.

Le 13 mars 1920, le putsch de Kapp commença dès 4 heures du matin, lorsque des colonnes armées entrèrent à Berlin. L'organe révolutionnaire se mit en branle, non pas mené par le KPD, mais par le dirigeant syndical et pilier du SPD Carl Legien. Le jour même, toujours le 13 mars, l'appel se répand à 11 heures. Dès midi, Berlin entre en stase ; les 14 et 15 mars 1920, la grève générale gagne l'entièreté de l'Allemagne ; plus encore, la violence, jusqu'alors dirigée contre les *Freikorps*, cible tout à coup « l'autorité à l'œuvre derrière le putsch »<sup>13</sup>. Les menaces de Kapp de fusiller les grévistes n'y font rien : la grève générale est soudée et paralyse l'entièreté du pays. Plus encore, « en trois endroits de l'Allemagne – le cœur industriel de la Ruhr, les zones industrielles et minières de l'Allemagne centrale, et la région du Nord entre Lübeck et Wismar »<sup>14</sup> s'arment les ouvriers, qui organisent une contre-répression très forte. En réponse aux *Freikorps* naissent, de façon localisée, des « armées rouges ». Le 17 mars 1920, le putsch de Kapp, véritable fiasco, se résorbe ; son instigateur principal s'enfuit en Suède, de nombreux *Freikorps* se dissolvent pour devenir des organisations toujours plus illégales et mystérieuses.

#### IV. Tentatives d'unification de la gauche : d'un idéal de gouvernement ouvrier au « fiasco gauchiste de l'action de mars » (1920 – 1921)

Le putsch de Kapp est une occasion inespérée pour la gauche de gagner en influence. Le SPD est lourdement affecté par les trahisons répétées de Noske et sa fuite ; plus encore, l'entièreté de la population civile a réalisé l'étendue de la menace que représentaient les milices d'extrêmes droites, jusqu'alors cantonnées à la répression des ouvriers. Même les

---

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Harman, p.203

<sup>14</sup> Harman, p.203

bourgeois le réalisent : le peuple veut un gouvernement de gauche et développe une crainte du nationalisme.

#### A. Une occasion ratée pour le KPD, et la naissance de ses « armées rouges »

Il semble tout d'abord important de noter combien l'occasion a été ratée pour le KPD. Supposément le parti révolutionnaire, il a pourtant fait face à un encerclement cognitif interne : comment un parti supposément révolutionnaire pourrait se dresser et défendre une république qui l'a tant humilié ? Si le parti lançait et organisait la révolution, il aurait par la suite été accusé de défendre la république ; présentement, il fait face à une autre contradiction : le KPD a laissé l'extrême droite prendre le pouvoir, ce qui n'a été contré que par le SPD, suivi par l'USPD. L'échec du KPD, dans cette situation, lui fait perdre une place de choix : celle des vainqueurs, des protecteurs de la société civile, des organisateurs révolutionnaires. D'ailleurs, la révolte ne s'arrête pas à la fuite de Kapp le 17 mars 1920 : la grève générale se poursuit afin de garantir de nouveaux acquis sociaux aux travailleurs ; une grève générale à laquelle le KPD ne participe que timidement, et avec du retard.

La fameuse « armée rouge », quant à elle, sortit de façon organique de certains corps travailleurs particulièrement agacés par la situation, à commencer par la Ruhr, où le général von Watter est envoyé pour mater les révoltes. N'étant pas doté d'un corps organisateur fixe ou d'un poste de commandement, des travailleurs toujours plus nombreux prennent les armes et se coalisent contre les forces réactionnaires ; estimée à plus de 50.000 travailleurs armés<sup>15</sup>, cette force combat la Reichswehr férocement. Une fois encore, le KPD manque une occasion : il n'aide pas l'organisation de ces armées, nombreuses mais sans chef ou pouvoir central. Pire encore, le KPD n'a presque aucune implantation à ce moment dans les combats : pas de lien avec les *Freikorps*, pour une raison évidente, mais pas de lien non plus avec une armée qui symbolise pourtant les objectifs intrinsèques du KPD, c'est-à-dire la lutte des classes. Les travailleurs prennent le contrôle de l'Allemagne centrale, notamment dans les milieux miniers ; le Nord de l'Allemagne se soulève également, notamment à Kiel, une ville désormais connue pour son passé révolutionnaire. Le putsch de Kapp, tellement centré sur Berlin, avait en fait laissé tout le reste du pays sous surveillance amoindrie, permettant une prise de pouvoir ouvrière massive.

Le SPD, toujours en place, qui avait là l'occasion rêvée de mater les milices paramilitaires d'extrême droite qui avaient manqué de prendre le pouvoir, ne fait rien. Ils auraient l'aval du peuple, s'ils rompaient enfin l'emprise de certains officiers sur l'économie globale de l'armée. Pourtant, Ebert et Noske appellent à l'apaisement, et de nombreux généraux (comme von Watter) ne sont pas incriminés, ne s'étant pas directement prononcés en faveur du putsch de Kapp (ne se plaçant en faveur de la République de Weimar qu'une fois certains de l'incapacité du coup d'Etat à réussir, en réalité). Comme toujours, le SPD apparaît comme un parti mou, gardant les *Freikorps* à disposition en cas de futures révoltes, quitte à risquer un deuxième putsch. L'USPD ainsi que le KPD sont furieux, les grèves continuent, tandis que Legien coupe une nouvelle fois avec la pensée dominante de son parti, demandant l'établissement d'un « gouvernement ouvrier ».

---

<sup>15</sup> M. Buber-Neumann, *Kriegsschauplatze der Weltrevolution*, (Stuttgart, 1967), p.20



## B. Tentatives de constitution d'un « gouvernement ouvrier » – reprise du pouvoir par le SPD

L'objectif de Carl Legien, lorsqu'il propose un « gouvernement ouvrier », est de mêler les trois partis de gauche (SPD – USPD – KPD) autour d'un noyau syndicaliste auquel il appartient, afin de former une nouvelle occurrence de pouvoir central. Il s'agissait en réalité d'une union des gauches idéalisée, qui aurait permis au SPD de ne plus craindre les critiques de l'extrême gauche en des temps troublés. Plus encore, pour Legien, c'est aussi une occasion d'éjecter les éléments contre-révolutionnaires, y compris des membres de son parti comme Ebert ou Noske. Craignant que « la majorité des travailleurs [ne soit pas] encore convaincue de la justesse du point de vue communiste », le KPD refuse finalement de se joindre à ce mouvement, incapable de se mettre d'accord au sein même du parti (du moins pas à temps, la faute à de multiples tergiversations). Les Indépendants sont tout aussi morcelés : leur droite souhaite accepter l'instauration de ce gouvernement, afin de s'assurer des places de choix dans l'appareil d'état tout en réduisant la puissance de la droite militaire ; la gauche, en revanche, menée par Arthur Crispian, craint la réponse des travailleurs s'ils rejoignaient dans un gouvernement le SPD, ce parti là même qui est responsable des deux dernières années de répression sanglante. Hors de question pour lui de rejoindre le parti des « meurtriers des travailleurs ». Une occasion ratée à la fois pour le KPD et l'USPD, puisque l'épuration radicale des milices de droite n'aura pas lieu, et l'armement du prolétariat sera à nouveau restreint. Les comités d'action unitaires, dressés dans la Ruhr et la Saxe, ne tiennent que quelques temps.

Cela donne le champ libre aux forces de l'Etat qui, une fois encore, lancent une vague de répression des masses, que Legien fut incapable d'éviter. Le chancelier Bauer investit von Seeckt des pleins pouvoirs militaires, instaurant une nouvelle loi martiale et lui permettant de dresser des tribunaux d'exception. La « chasse aux rouges » recommençait, avec cette fois la complicité d'un USPD et d'un KPD qui, incapable de se coordonner, avaient laissé le pouvoir retourner droit dans les mains du SPD. La Bavière tomba, devenant le bastion des réactionnaires et des fascistes. Les massacres se répandirent un peu partout dans le pays, à Pelkum par exemple, où 90 personnes furent fusillées devant la fosse commune, sorte de prémices aux exécutions à venir des *Einsatzgruppen*.

Si la contre-offensive de la gauche a vaincu rapidement l'offensive de l'extrême droite lors du putsch de Kapp, il apparaît que le gouvernement ne subit quasiment aucun changement, entraînant de la rancœur vis-à-vis des partis de gauches, incapables de se faire valoir dans cette République de Weimar. Un dirigeant révolutionnaire, rapporté par Harman, disait 8 années plus tard : « L'absence d'un parti communiste fort, idéologiquement mûr, implanté dans les masses, a été la cause déterminante du recul subi par la révolution prolétarienne en Allemagne lors du putsch de Kapp. »<sup>16</sup>. Ce refus de l'unification des gauches passera pour beaucoup comme une politique sectaire et antiparlementariste du KPD, et isole le parti à un moment absolument charnière de la lutte des classes, puisque le SPD tombe toujours plus en disgrâce au profit de l'USPD. Que Paul Lévi soit finalement responsable de cette unification sauve en partie la réputation abimée du SPD. Il devenait évident pour la gauche révolutionnaire qu'il lui fallait trouver une solution pour prendre le pouvoir, incapables qu'ils étaient de prendre les rênes du gouvernement par la seule force du nombre ; cette solution, le Komintern la leur chuchotait depuis quelques temps déjà : l'union des gauches.

---

<sup>16</sup> *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p.467

### C. Gauche communiste et gauche indépendante en mutations

L'USPD capte de plus en plus de travailleurs allemands, qui se tournent vers les indépendants et non vers le KPD, radicalisant progressivement le parti, qui penche de plus en plus vers le communisme, et dont l'idéal devient une république des conseils. L'USPD, toujours parti d'opposition numéro 1 contre le SPD, et ce depuis sa création suite au vote des crédits de guerre en 1914, captait également tous ceux qui déploraient les incohérences du SPD. Dès l'été 1919, le KPD lance en son sein une chasse aux gauchistes, conseillée par le Komintern, afin de pouvoir se rapprocher de la gauche des indépendants. Les conseillistes, chassés, forment le *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, ou KAPD). L'USPD et le reste du KPD se réunissent, et forment le *Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands* (Parti Communiste Unifié d'Allemagne, ou VKPD), fort de 350.000 membres. Lénine comme la 3<sup>e</sup> Internationale « auront joué un rôle fondamental en critiquant tant les positions de l'USPD que des gauchistes, et en offrant une ligne politique claire au prolétariat allemand. »<sup>17</sup>.

Cette fusion est une victoire absolue pour le KPD : bloqué en dessous des 80.000 membres, ses hebdomadaires et ses quotidiens, théoriquement leurs meilleurs outils de propagande et de subversion de masse, se vendaient peu (un total cumulé de 75.000 exemplaires vendus imprimés, soit moins d'un exemplaire par adhérent<sup>18</sup>) ; comment attendre d'un outil de subversion qu'il répande la lignée du parti, s'il ne se vend même pas à l'intégralité des membres actifs ? L'USPD, fort de 800.000 membres en automne 1920, ne profita pas autant de l'union avec la gauche, une grande partie du parti se déchirant entre droite et gauche.

### D. Lettre ouverte du VKPD : réaction du Komintern et fiasco de l'action de mars

Le KPD comme l'USPD avaient assez peu d'influence sur les forces syndicales, ce qu'ils aspiraient à changer. Le VKPD publie une « lettre ouverte », nouveau moyen de propagation d'idées, proposant une action commune, montrant à chaque travailleur la volonté de réunification du parti. Aucun parti, aucune centrale syndicale ne répond positivement, ce qui permet de placer le parti dans une position de légitimité victimaire. Suite au succès de cette lettre ouverte, les organes qui l'ont repoussée sont obligés d'aller dans son sens, lançant progressivement des combats. Pourtant, alors même que cette stratégie, nouveau témoin d'une attaque subversive à la fois au sein de la société civile et des partis politiques, Béla Kun, cadre du Komintern et Grigori Zinoviev, directeur du Comité, critiquent cette tactique, et pensent qu'il faut passer à l'offensive. Ragailardi par ses nouvelles forces, le parti envisage de plus en plus de cesser avec sa politique défensive à outrance.

A la mi-mars, Horsing, un social-démocrate, envoie la police de sécurité en Allemagne centrale pour réprimer les grèves sauvages et les dérives qui les entourent. Le Parti Communiste se précipite sur l'occasion, sans aucune préparation, et poussé fortement par l'Internationale Communiste en la personne de Zinoviev, directeur du Comité, ainsi que Béla Kun, grand cadre kominternien. Au lieu de se défendre contre les forces envoyées par Horsing, « les ouvriers de Mansfeld [...] ont lancé une offensive dans l'espoir de déclencher une

---

<sup>17</sup> Wikirouge : Vers un parti de masse – le poids de l'Internationale Communiste.

<sup>18</sup> *Bericht über der IV Parteitag der KPD.*

insurrection à l'échelle nationale. Ils ont raté. A ces combattants, le gouvernement Ebert a distribué 1500 ans d'emprisonnement »<sup>19</sup>.

Le parti communiste accepte les services de Max Hölz, dirigeant de « l'Armée Rouge », celui-là même qui terrorise les possédants depuis quelques années. Tous ses organes de propagande sont en alerte : *Die Rote Fahne* propage le message aux ouvriers. « Qui n'est pas avec moi est contre moi ». « Le 22 mars, le KPD, conjointement avec le KAPD, appelle à la grève générale en Saxe, puis dans toute l'Allemagne le 24 mars, à la veille de la fermeture des usines pour Pâques »<sup>20</sup>. Un ordre du parti local d'Hambourg, révélé par Paul Lévi peu de temps après, déclame : « Un communiste, même s'il est minoritaire parmi les travailleurs, ne doit sous aucun prétexte continuer le travail »<sup>21</sup>. Les conséquences arrivent rapidement : les militants communistes ne répondent presque pas à l'appel ; pire encore, ils sont isolés du reste du corps ouvrier, et exposés aux coups du patronat, licenciés ou emprisonnés. Les travailleurs non communistes ayant ignoré l'appel à la grève sont traités de « jaunes ». Le parti se ridiculise par l'échec d'une action non préparée, offensive pour aucune raison, qui isole ses propres militants et injurie les autres ouvriers pour leur inaction, s'assurant la consistance de leur infidélité pour les années à venir.

Les partis d'oppositions n'auront pas eu à mener la moindre attaque informationnelle, le KPD se chargeant lui-même de confirmer ce qu'on lui reprochait déjà : un parti putschiste, « trop » révolutionnaire, voire « dictatorial et antidémocratique. Les membres quittent le parti en flèche : en quelques semaines, le parti est réduit de moitié. L'Internationale Communiste, dirigée par Zinoviev et Boukharine, change progressivement de figure : Lénine, jusqu'alors assez peu présent, décide de prendre les choses en main, lui qui était déjà en faveur d'un « gouvernement ouvrier » à la suite du putsch de Kapp, est consterné que la Lettre Ouverte ait été critiquée et utilisée pour servir les ambitions bellicistes de Zinoviev et Kun :

« Qu'un représentant de l'exécutif de l'Internationale [Kun] ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate 'pour aider les Russes', je le crois ans trop de peine : ce représentant se trouve souvent trop à gauche. A mon avis, dans de tels cas, vous ne devez pas céder, mais protester et porter immédiatement la question devant le plénum de l'exécutif ». <sup>22</sup>

Une lettre adressée à Paul Lévi et Clara Zetkin peu après l'action de mars, montre les limites d'un KPD trop docile aux volontés de l'Internationale Communiste, ce qui a profondément altéré l'état du parti.

## V. Les conséquences de ces défaites (1922)

### A. Le VKPD dans la tourmente – la responsabilité du Komintern

A cause de tous ces échecs, le VKPD retombe. Les effectifs ont fondu de moitié à une vitesse alarmante ; pire encore, le parti est touché par une crise de direction. En effet, Paul Lévi démissionne de la présidence du VKPD en protestation aux méthodes de Zinoviev et Kun. Lénine s'en indigne, sans effet ; dès le mois suivant, révèle dans son *Unser Weg wider der Putschismus* (Berlin, 1921) cité plus haut de nombreuses ficelles du parti, montrant que le

---

<sup>19</sup> C.L.R. James, *Révolution mondiale 1917-1936 – L'ascension et la chute de l'Internationale Communiste*, 1937

<sup>20</sup> 1921 : le fiasco gauchiste de « l'action de mars ».

<sup>21</sup> P. Lévi, *Unser Weg wider der Putschismus* (Berlin, 1921), p.41.

<sup>22</sup> Harman, p.267.

corps exécutif du Parti mais aussi du Komintern développait des volontés bellicistes. Les communistes allemands, entrés seuls en guerre, n'apprécient pas l'attaque dans le dos, et Levi est exclu, malgré le soutien de Clara Zetkin. Lénine, forcé de sanctionner Levi, s'explique auprès de Zetkin dans une lettre :

« La critique entièrement négative de Levi, qui ne faisait montre d'aucune espèce de solidarité avec le parti et qui a exaspéré les camarades par son ton plus que par son contenu, a détourné l'attention des aspects les plus importants du problème. [...] Une critique sévère de l'Action de mars était nécessaire. Mais qu'est-ce que Levi a accompli ? Une cruelle lacération du parti. »<sup>23</sup>

Ce qui est d'autant plus catastrophique pour le KPD dans la suite de l'action ratée de mars, c'est qu'il s'agit de luttes internes, d'auto-décrédibilisation, sans qu'un seul instant les partis d'oppositions n'aient à agir, sans que les *Freikorps* n'aient à réprimer. Divisé entre KPD et KAPD, entre USPD de droite hilare de s'être séparée juste à temps de sa gauche et USPD de gauche dont les gains lors de l'union en VKPD n'ont été que de courte durée, le communisme allemand semble autophage, se rongant lui-même. L'appareil subversif du SPD et des *Freikorps*, mis en place bien en amont, fonctionnait sans qu'ils n'aient à lever le petit doigt. Des années durant, le Spartakisme était apparu comme le parti anti-démocrate, à la révolution dictatoriale ; le VKPD avait tenté une action coup de poing, se faisait des ennemis à chaque strate de la société et confirmant ces dires. Tant qu'il restait sur la défensive, le KPD gagnait lentement des membres, mais apparaissait trop passif par une gauche réactionnaire, agacée d'un communisme marqué par ses tergiversations. Lorsqu'il passe à l'offensive, le KPD n'est pas suivi et confirme toutes les rumeurs que les partis d'oppositions accumulaient. Une situation cornélienne dont le parti n'a pas su se sortir vainqueur.

Pire encore, maltraités par le Komintern, certains autres membres du parti quittent à leur tour le navire, suivant l'exemple de Levi. Friesland, remplaçant Levi, fit face aux mêmes problèmes face à l'exécutif de l'Internationale Communiste, et quitta en moins d'un an le parti. Le ressentiment de Friesland sera tel qu'il rejoindra le parti social-démocrate, devenant plus tard maire de Berlin-Ouest. Enfin, comme le note Chris Harman, la catastrophe subsidiaire réside dans l'incapacité des membres du parti à passer à nouveau à l'offensive, traumatisés par ce même événement de l'action de mars :

« La démence avait pris possession de certains des éléments les plus compétents du parti – Brandler, qui avait construit le district ouvrier le plus achevé ; Thälheimer, le théoricien du parti ; Frölich, journaliste et polémiste de grand talent ; Ernst Meyer, son nouveau président ; Radek, le lien avec l'Internationale. Après qu'ils eurent compris leur erreur, ils perdirent toute confiance dans leur propre jugement politique. A l'avenir, ils hésiteraient avant de se décider à l'action – en particulier pour une action qui impliquerait des travailleurs en armes. Et dans la politique révolutionnaire comme à la guerre, l'hésitation peut être fatale. »<sup>24</sup>.

La confiance minée, le parti peine à se relever. Et si les acteurs du parti eux-mêmes perdent la foi, comment les masses pourraient les rallier à nouveau ? Miné de l'intérieur, par son empressement interne (caractérisé par certaines figures du parti comme Ruth Fischer, revendiquant fièrement l'action de mars et qui considère une volonté offensive ratée comme étant plus intéressante qu'une volonté défensive réussie) mais miné également par l'extérieur, notamment à cause de Zinoviev et Kun, symboles d'une volonté offensive vouée à l'échec, le parti s'est fondu aux volontés de l'Internationale Communiste, ce qui lui a fait subir un échec cuisant.

---

<sup>23</sup> C. Zetkin, *Erinnerungen an Lenin* (Berlin, 1985), p.35.

<sup>24</sup> Harman, p.274.

## B. La tactique du « front unique » face à la bourgeoisie

1922 est une année de stase pour la société allemande. Les révoltes sont peu nombreuses et très mesurées, le parti communiste essaie tant bien que mal de se reconstruire une nouvelle fois. Il est intéressant de noter que la bourgeoisie allemande, forte des derniers échecs du KPD, tente de reprendre les acquis ouvriers de la révolution de 1918. Le KPD prend des initiatives, mesurées, mais néanmoins efficaces, qui lui font regagner du terrain. Il devient d'autant plus impérial de regagner de la force pour le parti que les prochaines élections législatives auront lieu dans deux ans, et le KPD comme l'Internationale Communiste commencent doucement à voir un nouvel ennemi se profiler dans l'échiquier politique : le NSDAP d'Hitler croît, absorbant déjà dans ses membres certains travailleurs attirés par le « socialisme » du parti, dépités par les querelles de la gauche des dernières années ainsi que ses échecs.

C'est aussi l'année au cours de laquelle l'Internationale Communiste, florissante, tente d'organiser au mieux les communismes mondiaux. Ainsi ont lieu les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès du Komintern, qui définissent deux voies à suivre : la ligne du front unique, et ironiquement la création de gouvernements ouvriers, auxquels le KPD ne s'était pas rallié suite au putsch de Kapp.

La tactique du front unique est absolument fondamentale dans la compréhension de l'histoire des révolutions communistes, dont la méconnaissance serait, selon C.L.R. James « l'origine de l'échec en Allemagne en 1923, en Chine en 1925-1927, et, plus catastrophique de tous, en Allemagne en 1929-1933 ». Cette tactique prend en compte l'incapacité la plupart du temps pour un parti communiste d'être majoritaire ; par conséquent, l'objectif est d'optimiser les points d'entrée de cette minorité communiste dans les pôles de pouvoir (souvent militants ou syndicalistes) afin de pouvoir à leur tour toucher un réservoir militant restreint mais influent. Cette politique, appliquée par le Komintern à l'échelle internationale, a été détaillée par Jan Valtin dans *Sans patrie ni frontières* que nous avons déjà abordé. A l'échelle de l'Allemagne, cela inclut aussi l'infiltration de syndicats, d'associations diverses, d'organisation sportives, de divers lieux publics (bibliothèques, lieux de réunion, ...). L'Effet Final Recherché consiste en l'invasion du « haut » de la société, alors que les communistes avaient toujours essayé de prendre des mesures démarrant « d'en bas ».

Pour reprendre les termes d'Harman : « L'axe principal de l'activité des communistes dans la première moitié de 1923 suivant la ligne de l'année précédente : tenter, par l'action commune, de gagner le soutien des travailleurs sociaux-démocrates. C'était la priorité qui permettait au parti de grandir alors même que la social-démocratie commençait à donner des signes de désintégration. »<sup>25</sup>. Alors, tandis que la machine capitaliste (en l'occurrence socio-démocrate) enserrait de plus en plus les travailleurs, les plus modérés, jusqu'alors contre les révolutions au vu de leur caractère sanglant, sont de plus en plus à même de se révolter. « Le parti communiste propose un programme défini de lutte à des fins déterminées. Il sait qu'une fois qu'une lutte commence, le parti révolutionnaire prend inévitablement la tête ».

L'objectif sous-jacent du KPD devient d'infiltrer certaines sphères, presque de répandre une sorte de Soft Power (avant l'heure) dans les cercles qu'ils tentaient jusqu'alors d'exhorter avec véhémence à la révolte. On entre purement et simplement dans la culture du combat subversive kominternienne, plaçant de façon larvée des pions de plus en plus nombreux qui

---

<sup>25</sup> Harman, p.312.

serviraient une fois des séditions lancées. Des actions les plus larges possibles sont envisagées pour mettre en place de nouvelles micro-institutions dans la société civile : « conseils d'usine, comités de contrôle des prix, appels à soutenir la grève des cheminots, ... »<sup>26</sup>.

Certaines erreurs du parti viennent contraster le gain d'influence progressif du KPD. La participation à un « front républicain » lui est largement reproché, d'abord en interne par de nombreux membres et figures du parti, mais aussi et surtout par l'Internationale Communiste, qui insiste de plus en plus sur une scission radicale des partis communistes mondiaux avec les républiques. Les thèses réformistes sont de plus en plus critiquées ; l'aboutissement doit être la révolution, quand bien même celle-ci serait amenée lentement au sein de la population civile. Pour autant, le parti, bien que faible, croît à nouveau, et se sépare progressivement des autres partis de gauche, ciblant de plus en plus la social-démocratie et le paradoxe que représente sa direction bourgeoise et sa base ouvrière. La situation de la société allemande, au bord de l'explosion pour des raisons économiques, place un terreau propice à une renaissance du mouvement communiste. « La misère économique prépare le terrain sur lequel grandissent les semences des coups d'Etat et des révolutions. »<sup>27</sup>

## VI. La grave crise économique, politique et sociale, de l'invasion de la Ruhr au Putsch de la Brasserie (1923)

« L'année 1923, pour la grande majorité des Allemands, fut 'l'année de la faim'. Ce fut l'année de la plus grande crise qu'ils aient connue, l'année où les salaires tombèrent à moins de la moitié de leur valeur de 1914, l'année où l'inflation détruisit l'épargne d'une vaste section de la classe moyenne. Ce fut l'année où l'unité de l'Etat allemand semblait moribonde, avec quatre puissances rivales occupant différentes régions du pays : l'armée française en Rhénanie et dans la Ruhr, l'extrême droite en Bavière, l'extrême gauche en Allemagne centrale, et le gouvernement officiel au Nord. Ce fut l'année où à la fois la gauche révolutionnaire et la droite fasciste se mobilisèrent pour prendre le pouvoir. Pourtant, ce fut une année qui se termina en laissant la démocratie bourgeoise plus ou moins intacte. »<sup>28</sup>

### A. Une grave crise économique et sociale : raisons et conséquences de l'hyperinflation

Chris Harman soulève trois points clés, trois raisons à la « grande crise sociale de 1923 » : l'inflation – la Ruhr – la droite nationaliste. L'inflation monstrueuse de 1923 est devenue un épisode clé de l'histoire mondiale tant il a été marquant. Les allemands allaient acheter du pain avec des brouettes emplies de billets ; « les queues de gens portant des boîtes en carton à la banque pour y déposer les centaines de billets nécessaires pour acheter quelques rares nécessités ; les travailleurs payés à 11 heures du matin pour leur permettre d'aller faire leurs courses avant que les prix n'aient doublés à midi ; l'étudiant qui voyait le prix de sa tasse de café augmenter de 80% pendant qu'il était assis devant elle ; les billets d'un million de marks utilisés comme papier mural »<sup>29</sup>, tout autant d'anecdotes montrant l'ampleur

---

<sup>26</sup> Wikirouge : 1922-1923 : *ligne juste et conditions objectives*.

<sup>27</sup> Rapport du commissaire prussien à la sécurité publique de début 1923, in J.C. Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (Genève, 1969), p.35.

<sup>28</sup> Harman, p.276.

<sup>29</sup> Harman, p.276-277.

de l'inflation qui a touché l'Allemagne à cette époque. Il est important de noter qu'en 1919, le taux de change était d'environ 1 dollar américain pour 48 marks. En janvier 1922, de 1 dollar pour 191 marks. L'hyperinflation a frappé l'année suivante : en janvier 1923, 1 dollar valait 17.000 marks ; en novembre 1923, il en valait 4.2 billions.

L'un des principaux facteurs de cette inflation sans commune mesure est le fardeau financier imposé à l'Allemagne par le traité de Versailles ; les réparations de guerre imposées par les puissances alliées, notamment une France impatiente, ont placé une charge trop lourde sur l'économie allemande, affaiblie par la défaite, affaiblie encore plus par un contexte interne en constante évolution, tantôt marqué par une révolte, tantôt par une répression. La République de Weimar (le SPD), dans une tentative désespérée de faire face à ces paiements exorbitants, emprunte de plus en plus, et émet des billets de banque, augmentant considérablement la masse monétaire et dévaluant de façon exponentielle le mark. La production industrielle allemande, elle aussi perturbée par la perte de territoires, est encore fragilisée depuis que la Bavière a fait sécession. Cette inflation était encore amplifiée par les industriels les plus influents, avatagés dans leurs importations par la hausse constante du prix du mark : de multiples entreprises coulaient, l'occasion pour eux de les racheter en masse pour une somme dérisoire. Stinnes, par exemple, surnommé le « roi de la Ruhr », put acheter 572 entreprises étrangères grâce à ses spéculations contre le mark. Devant payer des impôts de l'année passée avec l'argent de l'année en cours, les industriels ne payaient qu'une somme dérisoire, quasi nulle au vu de l'hyperinflation. Les forces industrielles et les grands patrons profitaient à plein de la chute du mark, allant jusqu'à l'accélérer comme le fit Stinnes en avril 1923 lorsqu'il en vendit d'immenses quantités sur les marchés étrangers. Cela mit à bas tous les gains que les travailleurs allemands avaient si durement acquis les années précédentes.

Autre origine de la grande crise, qui aggrava largement la première : l'invasion de la Ruhr par l'armée française en janvier 1923. Agacée par ce qu'elle considérait être « un manquement de l'Allemagne dans le paiement des réparations de guerre », la France, soutenue par la Belgique, accélère le pas et s'empare de la région de la Ruhr, l'une des zones industrielles majeures du pays. L'occupation lança assez rapidement un vent de révolte en Allemagne ; les travailleurs allemands réagirent en lançant grèves et actions de résistance, adoptant une politique de « résistance passive » contre l'occupant (au lieu d'attaquer directement la France dont les forces d'occupation étaient composées de nombreux soldats chargés de superviser la production industrielle). Cette résistance fut largement organisée par les représentants syndicaux, rendant aussi difficile que possible l'obtention des ressources à la France. Le réseau ferré, les mines, les centres postaux et télégraphiques furent soumis aux grèves voire à des sabotages, ralentissant la production et les capacités des forces d'occupation à poursuivre leur travail. L'ennemi du peuple n'était plus son gouvernement, c'était à nouveau la France. Au lieu de s'en prendre au gouvernement des « traîtres » responsables de la signature du traité, les travailleurs pouvaient s'en prendre directement à la source du diktat. Pourtant, le gouvernement apaisa les grévistes comme il le put, payant ce qu'il pouvait payer. Malgré la résistance passive, l'invasion française transforma l'inflation en hyperinflation. Tandis que le KPD cherchait à renforcer sa position de défenseur des travailleurs et promoteur de la révolution aux côtés des syndicalistes, développant notamment des structures « d'auto-organisation des travailleurs » (l'un des organes subversifs qu'avait conseillé le Komintern durant l'un de ses derniers Congrès), le NSDAP utilisa l'inflation comme un outil de propagande pour critiquer le gouvernement de la République de Weimar, exploitant le mécontentement social pour peu à peu présenter le parti comme seule solution aux problèmes du pays.



## B. La réaction nationaliste – un KPD essoufflé

Wilhelm Cuno, nommé chancelier par Ebert le 14 novembre 1922, d'abord apprécié, notamment par les bourgeois et les grands patrons, s'attire les foudres du peuple en tentant de modérer la résistance passive. Le 9 août, le KPD organise une grève générale via ses divers conseils, une grève qui force Cuno à démissionner le 12 août 1923, laissant place à de nouveaux sociaux-démocrates. Lorsque l'hyperinflation frappa, même la classe moyenne fut saccagée par la pauvreté. Les partis d'extrême droite réussirent à tirer parti de cette situation. Le peuple croyait de moins en moins dans la république et une nouvelle extrême droite, jeune et dynamique, nouvelle, était en pleine croissance et organisait des meurtres politiques. Severing, alors ministre de l'Intérieur, tenta d'interdire les nazis suite à certains assassinats politiques, sans succès. La démission de Cuno vient encore accélérer ce processus : remplacé par des sociaux-démocrates, pourtant contestés par une partie de plus en plus importante de la population, un nouveau vent de sédition se lève.

Le KPD, critiqué depuis plus d'un an au sein même du pays, mais également par le Komintern pour son « excès de tolérance » envers le SPD, aspirait de plus en plus à voir le parti perdre en influence ; de même pour les nationalistes, agacés que les « traîtres » soient toujours au pouvoir, et renforcés par leur croissance progressive. Pourtant, une nouvelle faiblesse du KPD par rapport aux nationalistes se fit voir : si son organisation croissante devenait un atout colossal, notons malgré tout la faiblesse d'un de ses organes subversifs majeurs : sa presse. Début 1923, les ventes combinées des hebdomadaires et des quotidiens atteignent un maigre 1,5 par membres. Pire encore, *Die Rote Fahne*, le journal central du KPD, qui aurait pu servir d'outil de propagande majeur du parti, se contentait de s'adresser aux membres du parti, sans chercher à gagner à sa cause d'autres compagnons de route ou même des sociaux-démocrates déçus. De grandes lacunes traçaient encore leurs sillons dans la culture du combat subversive du parti, alors même que les forces nationalistes gagnaient en puissance.

## C. L'octobre allemand : la débâcle communiste

L'appareil de combat subversif du KPD tourna à plein régime durant l'année 1923, notamment par le biais du journal du parti, *Die Rote Fahne*. Toute action du parti, toute action contre le parti est retranscrite. Chaque attaque de la « police criminelle » est rappelée à la masse des travailleurs, pour rappeler qui est leur véritable ennemi. Chaque manifestation est indiquée, levant peu à peu le vent révolutionnaire dans le cœur de chacun. Chaque arrestation est renseignée, pour faire lever le mécontentement des travailleurs, inquiets d'être les prochains, furieux pour leurs prochains. Chaque mort est érigé comme martyr, utilisé pour attirer la vindicte populaire, comme ce titre renseigné par Harman « Sept morts à Leipzig » après que la police ait tiré sur une manifestation. Chaque action motive et entretient la suivante au sein des membres du parti, comme un engrenage. L'appareil Communiste international lie le KPD au PCF, ce dernier mettant en œuvre de nombreux efforts pour s'opposer à l'occupation de la Ruhr. Les communistes français étaient invités en Allemagne pour faire de l'Agitprop à deux niveaux : auprès de leurs propres forces, par le biais d'affiches, de brochures, mais aussi d'actions d'agitation ; auprès des Allemands, forcés de ressentir de la sympathie pour ces étrangers venus contester les forces d'occupation de leur pays. De plus en plus investi par la politique du front unique visant à gagner les ouvriers sociaux-démocrates,



le KPD fut pendant cette année le théâtre de nombreux débats. Plus encore, l'Internationale Communiste était ferme : hors de question de soutenir de quelque façon que ce soit le SPD.

Tout le mois d'août fut consacré à de nombreuses manifestations entrecoupées de discussions entre les membres du parti. La chute du gouvernement Cuno apaisa quelques temps les esprits, mais réveilla également l'attention du mouvement communiste international : « Dès le 15 août, Zinoviev, le président du Komintern, écrivait : 'La crise se prépare. [...] Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire du Parti communiste allemand et, par conséquent, de l'Internationale Communiste tout entière.<sup>30</sup> Trotsky, en congé en Crimée, rencontra deux dirigeants communistes allemands résidant à Moscou, Walcher et Enderle, et les interrogea longuement sur la situation. [...] Le moment d'une lutte décisive pour le pouvoir en Allemagne, expliquait-il, l'Octobre allemand, approchait rapidement. ». Le Komintern s'empare de la chose, souhaitant à tout prix organiser la révolution prolétarienne. Le KPD, fort d'une armée secrète (le M-Apparat), était maintenant parfaitement organisé : les centurions prolétariennes comme l'armée seraient dirigées par un comité révolutionnaire. La presse du parti s'emballa, poussant encore à l'exaltation révolutionnaire.

En plein état d'urgence national, le Komintern répandit auprès de toute la communauté communiste internationale une campagne de propagande faisant l'éloge de la future « Allemagne des travailleurs », décrit comme une deuxième révolution russe. Partout en Allemagne, à partir du 12 octobre, le vent de la révolution souffle, faisant suite à l'instauration en Saxe et en Thuringe d'un gouvernement ouvrier. Le général Müller, fraîchement nommé chef de la police saxonne, pose un ultimatum qui oblige les forces communistes à accélérer le pas et démarrer leur révolution avec 10 fois moins d'armes que prévu (6.000 au lieu de 60.000). Pourtant, en dix jours, les communistes, notamment Heinrich Brandler (ayant probablement encore à l'esprit le sinistre échec de l'action de mars 1921), réalisent que les sociaux-démocrates n'iront pas plus loin qu'un appel à la grève générale. Pas de révolution, le vent ne s'est pas calmé au sein du peuple, mais il ne souffle plus pour les éternels modérés du SPD. La grève générale est abandonnée ; cet octobre Allemand, que le Komintern avait montré à la face du monde comme le futur archétype des révolutions prolétariennes qui devaient gagner le monde entier, mourait dans l'œuf. La Reichswehr emprisonne Zeigner, installa un premier ministre social-démocrate de droite, ce qui n'anime que timidement les passions. Après une année de contexte excessivement favorable, de peuple opprimé par bourgeois et grands industriels, la défaite des communistes, chassés des ministères sans la moindre résistance, déçoit. « L'octobre allemand, aboutissement de tout un processus révolutionnaire ouvert par la chute du Kaiser en novembre 1918, échoue lamentablement ». Le communiste français Albert (Victor Serge) exprima ainsi le sentiment général :

« On vient de vivre en Allemagne, en septembre, octobre et novembre, une profonde expérience révolutionnaire, encore peu connue et souvent peu comprise. Nous avons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné [...]. Drame silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut : derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant : 'Nous aussi ! nous aussi !', les muscles de cette foule déjà prêts, les poings déjà serrés sur les Mauser qu'on allait opposer aux autos blindées de la Reichswehr. [...] Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quelques reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui

---

<sup>30</sup> Cité par Kuusinen, « Un exposé fallacieux des événements d'Allemagne », *Cahiers du bolchévisme*, n°II, 30 janvier 1925, p.718.

faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang – soixante morts au total – sur le pavé des cités industrielles de Saxe. »<sup>31</sup>

#### D. Le putsch de la Brasserie – causes et conséquences de l'octobre allemand

Profitant de ce chaos, Hitler, alors à Munich, croit son heure venue. Les 8 et 9 novembre, ses Sections d'Assaut tentent de convaincre von Kahr et von Lossow de les rejoindre, sans succès. Accompagné de Ludendorff, Hitler regroupe en vitesse les groupes armés nationalistes à Munich, ciblant en priorité les dirigeants socialistes et communistes. Pendant un discours de von Kahr, Hitler arrive en arme à la *Bürgerbräukeller*, une brasserie de Munich, et discute *ad personam* avec le triumvirat bavarois, qu'il convainc, avant de prononcer un discours contre les « traîtres de novembre ». Aussitôt chez eux, le triumvirat trahit Hitler, et préviennent l'Allemagne toute entière de l'action à venir. Comptant sur une Reichswehr qui les combattrait finalement, Hitler subit un cuisant échec, aboutissant sur l'arrestation de Röhm, Göring, Hess, Himmler et Streicher, ainsi que sur l'interdiction du NSDAP dès le 9 novembre, dont les membres restants rejoindront les législatives de 1924 avec le NSFP (Parti national-socialiste de la liberté). Adolf Hitler est emprisonné pendant neuf mois à la prison de Landsberg, où il commence la rédaction de *Mein Kampf*.

Suite à la défaite cuisante de l'Octobre allemand, l'Internationale Communiste abandonne progressivement le KPD, un processus que Joseph Staline souhaitait amorcer auparavant comme le montre cet extrait de lettre à l'adresse de Zinoviev et Boukharine :

« Si les communistes (à un moment donné) s'efforcent de prendre le pouvoir sans les sociaux-démocrates, sont-ils assez mûrs pour cela ? Telle est, à mon avis, la question. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons en Russie des réserves telles que (a) la paix, (b) la terre aux paysans, (c) le soutien de la grande majorité de la classe ouvrière, (d) la sympathie de la paysannerie. Les communistes allemands en ce moment n'ont rien de tel. Bien sûr, ils ont pour voisin la nation soviétique, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur offrir à l'heure actuelle ? Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes s'en emparent, ils tomberont avec fracas. Cela dans le 'meilleur' des cas. Et au pire, ils seront brisés en morceaux et rejetés en arrière. Le tout n'est pas que Brandler veuille 'éduquer les masses', mais que la bourgeoisie plus les sociaux-démocrates de droite transformeront sûrement les leçons – la manifestation – en une bataille générale (en ce moment toutes les chances sont de leur côté) et les exterminer. Bien sûr, les fascistes ne dorment pas, mais c'est dans notre intérêt qu'ils attaquent en premier : cela ralliera toute la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie). D'ailleurs, selon toutes les informations, les fascistes sont faibles en Allemagne. A mon avis, les Allemands doivent être maîtrisés et non stimulés ».<sup>32</sup>

Tâchons d'analyser les causes de cette tentative révolutionnaire avortée, qui est encore aujourd'hui sujette à débats. Chris Harman nous présente les quatre explications principales ayant été apportées : il n'y avait pas, dans l'Allemagne de 1923, de situation révolutionnaire – la date de l'insurrection avait été fixée *avant* que la situation révolutionnaire ne soit arrivée à complète maturité – la véritable situation révolutionnaire aurait été *antérieure* à octobre 1923. Staline sabota la situation révolutionnaire de 1923.

---

<sup>31</sup> Cité in P. Broué, *Révolution en Allemagne*.

<sup>32</sup> Joseph Staline, Août 1923, in C.L.R. James, *Révolution mondiale 1917-1936 – L'ascension et la chute de l'Internationale Communiste*.

Cette explication potentielle de l'échec révolutionnaire se fonde essentiellement sur les dires de Brandler selon lesquels la majorité de la classe ouvrière était restée fidèle à la social-démocratie, justifiant sa retraite en Saxe. Il n'y croyait pas lui-même, et n'utilisait ce prétexte que pour sauver sa peau ; cette thèse semble également surestimer grandement les forces contre-révolutionnaires de l'époque, des « combattants d'extrême droite par milliers », tellement bien organisés qu'ils se déchireraient entre eux moins de 3 semaines plus tard en Bavière. Rien ne permet de prouver, aujourd'hui, si les sociaux-démocrates représentaient encore la force décisive dans la classe ouvrière ; rien ne permet non plus de prouver le contraire.

Cette explication, donnée par Zinoviev pour camoufler autant que possible l'échec cuisant, masque en réalité que les travailleurs épuisés par des mois d'inflation, de pauvreté et de travail acharné, ont vu un parti communiste sur le point de saisir sa chance se raviser au dernier moment, perdant définitivement la confiance des travailleurs.

Cette explication fut acceptée par une grande majorité du KPD et du Komintern, à l'exception de Zinoviev ; impossible pour lui d'admettre que la 3<sup>e</sup> Internationale pourrait être à blâmer dans cette affaire.

Formulée par des partisans, la théorie selon laquelle Staline aurait saboté la situation révolutionnaire se base sur de nombreux faits, comme le peut attester la lettre citée plus haut. Pour autant, si Staline ne croyait pas en cette révolution, il était bien loin en 1923 d'avoir un pouvoir suffisant sur le Komintern pour saboter un plan d'une telle envergure. Force est d'ailleurs de noter que la défaite de la révolution d'Allemagne poussa la révolution russe dans ses retranchements, seule face au monde, favorisant les forces réactionnaires russes qui permirent à Staline d'accéder au pouvoir. La thèse de Trotsky, quant à elle, consiste à penser que « la direction du parti allemand avait fait une terrible erreur en n'allant pas de l'avant en octobre 1923 ». Et nous sommes obligés d'admettre que, d'un point de vue extérieur, les raisons de l'abandon au dernier moment d'un vent révolutionnaire qui avait été entretenu pendant des mois, dans un contexte propice, semblent maigres.

Outre les contextes plus ou moins propices (qui ne l'étaient pas du tout en mars 1921, par exemple), force est d'admettre que de 1918 à 1923, le KPD s'est énormément fait remarquer par d'incessantes tergiversations à des moments charnières de la lutte des classes et de l'essor révolutionnaire.

## Conclusion

La société allemande à la fin de la Première Guerre Mondiale est brisée et ruinée par une guerre mortifère et une crise qui ne semblera jamais s'arrêter. Dès la signature des crédits de guerre, le SPD crée la première scission de la gauche, des divisions qui n'auront de cesse de fissurer la gauche allemande, laquelle devient multiple. La ligue Spartakiste, née des volontés révolutionnaires de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht et inspirée de la révolution russe de 1917 s'impose peu à peu en tant que parti majeur sous la dénomination KPD. Les premières tentatives révolutionnaires de janvier 1919 pourtant vont assez vite thématiser les révolutions à venir : un conflit entre la gauche molle du SPD (protégée toutefois par ses *Freikorps*) et gauche révolutionnaire (KPD) ou révoltée (USPD), qui n'aura de cesse de montrer les faiblesses tantôt organisationnelles, tantôt décisionnelles du parti communiste allemand. Les corps francs, que nous avons détaillés via l'exemple du corps de Gerhard Rossbach, ont eux aussi progressé tout au long de l'histoire d'entre-deux-guerres : d'armée impériale déchue et divisée par le traité de Versailles à membre du SA du parti nazi, cette milice paramilitaire représente bien souvent la force brute, sans compromissions, face à la culture beaucoup plus subversive et intelligente (faute de moyens) du KPD.

Au lendemain du putsch de Kapp, la société allemande réalise le danger de ces milices d'extrême droite qui parsèment le pays et contre lesquelles le SPD ne fait rien. Focalisés sur cette occurrence de l'extrême droite fascisante et violente, la plupart des Allemands ne remarqueront pas (ou ne voudront pas remarquer) les mêmes tendances dans le parti populiste d'Adolf Hitler. Les nombreuses tentatives d'unification de la gauche échouent, tandis que le KPD s'empale une première fois en 1921 suite à l'action de mars, une seconde fois pendant l'octobre allemand. La crise économique de 1923 est suivie d'une crise identitaire de nombreux allemands, qui vouent en prime une haine féroce aux envahisseurs, développant de plus en plus un sentiment nationaliste que le NSDAP s'empressera de récupérer et d'amplifier.

Nous pourrions dire avec cynisme que le KPD, au regard de l'état final de l'Allemagne à l'aube 1933, n'a servi qu'à morceler la gauche pour laisser la place au parti nazi. En réalité, l'idéal révolutionnaire de Liebknecht et Luxemburg sembla sur le point de se réaliser plus d'une fois, avec chaque fois plus de chances. La révolution allemande aurait été la plus impactante sur le plan international après la révolution russe de 1917 ; elle aurait servi d'exemple, devenant la première pierre d'une entente communiste, d'une véritable Internationale Communiste dans son sens premier. La défaite d'un mouvement dans lequel le Komintern avait mit tant d'efforts et d'espairs changea pourtant radicalement le cours des choses : responsable en grande partie de la croissance réactionnaire russe suite à son échec, le parti communiste allemand a son rôle dans l'accession au pouvoir de Joseph Staline, qui redéfinit l'histoire du monde jusqu'à la Guerre Froide. Plus encore, incapable de contrer sa culture du combat subversive sans défauts apparents, le KPD fut incapable, morcelé politiquement, de contrer l'ascension fulgurante du national-socialisme.